

President Ursula von der Leyen  
Executive Vice-President Valdis Dombrovskis  
European Commission  
Le Berlaymont  
Rue de la Loi 200  
1049 Brussels

Prime Minister Alexander De Croo  
Belgian Presidency - Council of the European Union Rue de la loi 16  
1000 Brussels

President Roberta Metsola European Parliament  
Rue Wiertz 60  
1000 Brussels

Bruxelles, le 20 février 2024

Nous, organisations européennes soussignées, organisations paysannes, de travailleurs, de défense de l'environnement, des droits humains et du bien-être animal, nous vous appelons instamment à mettre un terme définitif aux négociations relatives à l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur.

Alors que les agriculteurs manifestent dans toute l'Europe, nous déplorons que la Commission européenne continue de faire pression pour ratifier un accord qui va générer une concurrence déloyale entre agriculteurs européens et sud-américains. Les agriculteurs ne pourront survivre à long terme qu'en obtenant des prix justes et stables pour des produits plus respectueux de l'environnement et du bien-être animal. Pour y parvenir et garantir la souveraineté alimentaire, les règles commerciales multilatérales et la politique agricole commune doivent être modifiées en profondeur. Mettre fin à l'accord UE-Mercosur est une excellente occasion de mettre des alternatives sur la table. L'une des principales revendications des manifestations d'agriculteurs à travers l'Europe est de mettre fin à cet accord. Les accords de libre-échange ont conduit à la déréglementation des marchés, la précarité de l'emploi et de faibles revenus pour les agriculteurs. Des années de politiques néolibérales ont affaibli et causé la disparition de milliers de petits paysans et d'un approvisionnement alimentaire local. Nous soutenons la demande des agriculteurs de mettre fin, définitivement, aux négociations portant sur cet accord obsolète entre l'UE et le Mercosur.

L'accord de libre-échange UE-Mercosur constitue une grave menace pour les personnes, les animaux et la planète. Comme le montrent plusieurs études, dont l'étude d'impact menée par la Commission européenne elle-même, l'accord de libre-échange, au lieu de lutter contre l'urgence climatique, va l'aggraver. L'accord place les intérêts économiques au-dessus de notre bien-être commun.

L'accord soulève des problèmes intrinsèques qui ne peuvent être résolus par un instrument conjoint ou additionnel. En effet, même doté de l'instrument conjoint proposé, cet accord va renforcer l'intensification des monocultures, de l'élevage et des modèles d'extraction en encourageant des investissements plus néfastes dans ces secteurs. La demande européenne en faveur de l'importation de ressources tels que le soja, le bœuf, l'éthanol (basé sur la canne à sucre) et la volaille, fera également croître les risques de déforestation et de violation des droits humains, et cet accord favorisera la désindustrialisation et les inégalités sociales insoutenables en Amérique du Sud.

L'accord UE-Mercosur va bénéficier à l'exportation de ressources qui ne sont pas couvertes par le règlement européen sur la déforestation et il amplifiera la destruction d'écosystèmes précieux qui sont, pour l'instant, également exclus du règlement. D'ores et déjà, les biomes d'Amérique du Sud sont en grand danger, au-delà de l'Amazonie : par exemple, en 2023, la déforestation dans le Cerrado brésilien a augmenté de près de 45 %. Cet accord ne ferait qu'aggraver la situation. En outre, il ferait reculer la lutte pour la protection de la santé publique et de l'environnement. L'accord va libéraliser l'exportation vers les pays du Mercosur de pesticides interdits dans l'UE en raison de leur toxicité et de la menace qu'ils représentent pour la santé publique. Ces substances dangereuses reviennent de plus dans l'UE par le biais des importations de denrées alimentaires. L'accord serait également un désastre pour la lutte contre la pollution plastique, car il rendrait le commerce des produits plastiques à usage unique encore plus attrayant, alors que l'UE a adopté une interdiction interne de certains plastiques à usage unique.

Les négociations autour de l'accord de libre-échange UE-Mercosur n'ont pas non plus la légitimité nécessaire pour aller de l'avant. Il est très préoccupant qu'après l'élection de Javier Milei à la présidence de l'Argentine, un libertaire d'extrême droite qui a nié l'existence du changement climatique d'origine humaine, et qu'à l'approche des élections européennes, la Commission se précipite pour conclure un accord à l'abri de l'examen du public et du Parlement européen. L'absence de débat démocratique et de transparence autour des négociations de cet instrument commun actuellement négocié porte atteinte à la légitimité de l'UE et risque d'affaiblir la capacité des parlements européens et nationaux à débattre de manière approfondie des conséquences de l'accord commercial.

Après près de 25 ans de négociations, il est clair pour nous tous que cet accord UE-Mercosur est totalement et irrémédiablement dépassé. Nous vous appelons instamment à écouter les agriculteurs, les citoyens et la société civile organisée et à renoncer une fois pour toutes à cet accord toxique.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de nos sincères salutations

**Nom des organisations signataires :**

Altec  
Eurogroup for Animals  
PowerShift e.V., Germany  
Friends of the Earth Europe  
Anders-handeln  
Entraide et Fraternité  
TROCA - Plataforma por um Comércio Internacional Justo European Coordination of La Via Campesina (ECVC) European Trade Justice Coalition (ETJC)  
Veblen Institute for economic reforms  
Ecologistas en Acción Entrepueblos/Entrepobles/Entrepobos/Herriarte  
ATTAC España  
Handel Anders!, Netherlands  
Framtidsjorden, Sweden  
Agriculture coalition for Just Trade, Netherlands  
Platform Aarde Boer Consument, Netherlands  
Fern  
Feedback Europe, Netherlands  
WIDE+  
foodwatch International

ASTM Luxembourg  
Fédération Artisans du Monde  
Foodwatch  
Attac France  
Généralisations Futures  
France Nature Environnement  
Amis de la Terre France  
ReAct Transnational (France)  
FSU  
Collectif national Stop Mercosur  
ActionAid France  
LDH (Ligue des droits de l'Homme)  
Alternatiba  
Action non-violente COP21  
Netzwerk gerechter Welthandel  
Umweltinstitut München e.V.  
GADIP, Sweden  
Fair Trade Advocacy Office  
Comité Pauvreté et Politique  
Bloom  
Climate Action Network Europe (CAN Europe)